



HAL
open science

Couvrir ou se protéger ? La catastrophe de Fukushima vue par les journalistes sur le terrain

César Castellvi

► **To cite this version:**

César Castellvi. Couvrir ou se protéger ? La catastrophe de Fukushima vue par les journalistes sur le terrain. Périphéries et centres : actes du quatorzième colloque de la Société française des études japonaises, 14, Éditions Philippe Picquier, pp.535-544, 2024, Japon pluriel, 978-2809716498. hal-04367313

HAL Id: hal-04367313

<https://hal.science/hal-04367313>

Submitted on 31 Jan 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Copyright

CASTELLVI, CÉSAR
Université Paris Cité, CRCAO

COUVRIR OU SE PROTÉGER ? LA CATASTROPHE DE FUKUSHIMA VUE PAR LES JOURNALISTES SUR LE TERRAIN

INTRODUCTION

Lors de la catastrophe de la centrale nucléaire de Fukushima Dai.ichi en mars 2011 et durant les mois qui l'ont suivie, les médias japonais ont fait l'objet de fortes critiques concernant leur couverture de l'événement. Ces critiques, provenant d'origines diverses (d'experts en communication, d'universitaires, de reporters freelances ou travaillant pour des médias étrangers), pointaient du doigt plusieurs aspects problématiques tels que la dépendance aux annonces officielles, le manque d'agressivité à l'égard du gouvernement ou de l'opérateur de la centrale TEPCO, la faiblesse du niveau d'investigation, l'insuffisance des informations sur le danger représenté par la radioactivité ou encore les relations anciennes et complexes entre industries médiatiques et industries nucléaires¹.

Parmi ces critiques, celle qui nous intéresse ici concerne la controverse déclenchée par les médias nationaux (journaux quotidiens et chaînes de télévision) lorsque ces derniers ont procédé au retrait de leurs reporters des secteurs les plus proches de la centrale à partir de la troisième semaine du mois de mars. Ce retrait des journalistes au-delà de la zone de sûreté de 20 kilomètres autour de la centrale s'est produit alors qu'une partie de

1. Ces critiques ont contribué à amorcer le déclassement progressif du Japon dans le classement du respect de la liberté de la presse établi par *Reporter sans frontière*, passé de la 10^e à la 53^e place entre 2010 et 2013. La position du Japon a par la suite continué de se détériorer, notamment en raison des pressions exercées par le gouvernement sur l'industrie audiovisuelle et de l'adoption de la loi de protection sur les secrets d'État (*Tokutei himitsu hogo hō*) qui complexifie l'accès aux sources administratives (voir KINGSTON, Jeff (éd.). *Press Freedom in Contemporary Japan*, Londres, Routledge, 2017).

la population n'était pas en mesure de fuir les lieux. La polémique s'amplifia véritablement à la suite de l'appel lancé par l'intermédiaire d'une vidéo YouTube du maire de la ville de Minamisōma le 24 mars 2011. Dans son message vidéo d'une dizaine de minutes, l'élu révélait ainsi qu'il recevait la plupart de ces demandes d'interviews par téléphone et que plus aucun média n'était là pour couvrir cette ville de 70 000 habitants située à la frontière de la zone d'évacuation. Cet épisode a été repris par de nombreux commentateurs (FACKLER 2012).

Pour le chercheur, cette controverse débouche pourtant sur une énigme : comment expliquer que les reporters des principales institutions médiatiques du pays ne soient pas restés au plus près de ce qui constitue sans doute le plus grand désastre qu'a connu le Japon depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale ? La littérature en sociologie des médias nous apprend pourtant que la culture professionnelle des journalistes a plutôt tendance à valoriser le risque (LE CAM; RUELLAN 2017) et que les médias justifient souvent leur autorité en matière d'accès à l'information en arguant de la légitimité du témoignage *in situ* (ZELIZER 2007 : 408-428). En outre, les médias japonais revendiquent aussi une mission d'information à l'égard du public lorsqu'un désastre survient, en particulier la télévision dont l'obligation d'apporter des informations dans ce genre de situation est inscrite dans le *Broadcasting Act* de 1950. En essayant de se distinguer d'autres travaux qui ont davantage mis en avant les spécificités culturelles du Japon (MEISSNER 2019), cette contribution propose quelques prémisses de réponse à cette énigme en partant de deux grandes questions : comment les principales rédactions japonaises ont-elles appréhendé le risque au travail de leurs salariés pendant les premiers temps de la catastrophe nucléaire ? Comment les reporters sur le terrain ont-ils composé entre leurs impératifs hiérarchiques et les missions associées à leur activité ?

Pour y répondre, nous nous appuyons sur deux types de matériaux tirés d'une enquête exploratoire sur la place de la couverture des désastres dans le travail journalistique : d'abord, une série de 18 entretiens avec des journalistes et des responsables de médias en poste au moment des faits. Ces entretiens ont deux origines : onze ont été réalisés entre 2013 et 2015 par le *Groupe de recherche sur les désastres et l'information (Saigai to Hōdō Kenkyūkai, SHK* dans la suite du texte) qui a mis à disposition du public les verbatim complets². Les sept autres ont été effectués

2. Les verbatims sont en accès libre à cette adresse : <http://311hodokensho.org/interview/> (consulté le 21/06/2022)

au cours de plusieurs séjours au Japon entre 2013 et 2018³. Enfin des sources secondaires telles que les guides d'entreprises produits avant et après les événements, ainsi que différents rapports et quelques ouvrages publiés par des groupes de journalistes ont été consultés⁴.

Nous commencerons par revenir sur la diversité des réactions des différents médias face aux incertitudes de la situation à la fin du mois de mars 2011. Dans un second temps, nous détaillerons le rôle joué par la couverture d'autres catastrophes plus anciennes dans la prise de décision des directions. Pour finir, nous nous intéresserons à l'accident de Fukushima comme expérience professionnelle et enjeu de carrière pour les journalistes.

LA DIVERSITÉ DES RÉACTIONS

Commençons par regarder du côté des dispositifs humains mis à disposition par les principaux médias pendant les premiers temps de la catastrophe. Les entretiens avec les cadres des rédactions en charge de la couverture de l'événement permettent de prendre conscience des ressources déployées. Disposant de moyens humains conséquents, les journaux ont globalement envoyé plus de reporters que les chaînes de télévision, à l'exception de la NHK qui a dépêché plus de 600 reporters au cours du mois de mars. Les chiffres varient de quelques dizaines à quelques centaines en fonction des rédactions. Les médias nationaux ont pu compter sur leurs effectifs présents dans les sièges de l'ouest du pays. Ce sont majoritairement de jeunes journalistes (des salariés recrutés depuis moins de cinq ans) qui ont couvert les régions dévastées, comme c'est souvent le cas lors des différents cataclysmes qui frappent l'ensemble du territoire⁵.

Les responsables ont modifié leur politique de couverture de la centrale au fur et à mesure que la situation se détériorait et que le niveau d'incertitude grandissait. C'est ce qu'explique un cadre de l'*Asahi Shinbun* au moment des faits :

3. L'analyse se focalise sur les médias nationaux car c'est sur eux que s'est concentrée la majorité des critiques.

4. Même s'ils ne sont pas tous cités dans ce texte, ces documents ont contribué à nourrir ma réflexion.

5. CASTELLVI, César. «Le travail de couverture des faits divers dans les médias d'information au Japon: regard sur la légitimité en déclin d'une spécialité journalistique», *Cipango*, n° 26, 2022 (à paraître).

Comment avez-vous pris la décision d'interdire les entrées dans la zone des 20 kilomètres autour de la centrale ?

– Évidemment, je ne pouvais pas leur demander d'y aller. Pour l'entreprise, la protection des membres est la règle numéro 1. Même quand on envoie quelqu'un dans une zone de guerre, on est obligé de passer par un processus particulier pour obtenir l'accord des journalistes. Mais cette fois-là, c'était encore un niveau supérieur. On ne savait pas d'où venait le danger. Donc en tant que représentant de l'entreprise, je ne pouvais pas leur demander d'y aller⁶.

Ce passage est assez représentatif de la posture adoptée par la plupart des directions. Il montre comment la logique de prudence a pris le pas sur la mission d'information. Sur les onze médias interrogés par l'équipe de la SHK, neuf ont effectivement demandé à leur reporter sur le terrain de sortir de la zone des vingt kilomètres. Concernant les demandes de retraits, il faut noter des différences de degrés entre les organisations. S'il pouvait s'agir d'une règle absolue à respecter dans certains médias, d'autres entreprises ont laissé plus de marge de manœuvre à leurs salariés, en introduisant des systèmes de dérogation.

L'une des conséquences de ce poids des organisations est l'écart qui va se créer entre les reporters salariés des médias nationaux et les pigistes travaillant à leurs comptes pour la presse magazine notamment. La moindre présence des premiers va accroître l'importance des seconds dans l'accès aux informations sur ce qui se passe dans la zone interdite (HATANAKA 2018). Ainsi, les premières images filmées montrant l'intérieur de la zone interdite ont été filmées par un journaliste freelance, Teddy Jimbo, qui a ensuite revendu ses matériaux à la NHK et à plusieurs grandes chaînes commerciales (McNEILL 2014 : 29). De façon similaire à ce que l'on observe dans le journalisme de guerre (RUELLAN 2016), la situation a eu tendance à renforcer la prise de risque pour les pigistes, alors même qu'ils ou elles bénéficient moins (voire pas du tout) du soutien d'une organisation en cas de difficulté sur le terrain. Pour autant, si la demande de retrait de la part des entreprises médiatiques semble avoir très généralement suivi, nous verrons plus loin qu'elles n'ont pas toujours été respectées à la lettre.

6. Entretien réalisé le 29 mai 2014 avec un des cadres de la rédaction du journal en poste en mars 2011 (d'après le verbatim du SHK).

LE POIDS DU PASSÉ

Reste maintenant à comprendre les logiques sous-jacentes à cette prise de décision radicale suivie par la grosse majorité des médias nationaux. Les entretiens avec les journalistes et leurs managers ainsi que les manuels internes prodiguant conseils et recommandations en matière de couverture des catastrophes font systématiquement référence à deux événements majeurs qui ont marqué l'histoire des médias japonais.

Le premier est la couverture médiatique de l'éruption du mont Unzen dans le département de Nagasaki en 1991. Le 3 juin de cette année, une équipe de reporters de plusieurs médias ainsi que leurs taxis et les pompiers venus leur porter secours se sont retrouvés pris au piège lors d'une coulée ardente. Au total, 43 personnes perdirent la vie, dont 16 journalistes travaillant pour les principaux médias du pays (HAYASHI 2018).

À l'époque [de l'accident du mont Unzen], lorsque j'ai lu les témoignages de survivants du groupe de secours et de journalistes, j'ai compris que les journalistes se croyaient en sécurité grâce à la présence des pompiers. Les pompiers, de leur côté, se sont dit que la situation était sûre parce qu'ils étaient avec des journalistes. [Pendant la catastrophe nucléaire] j'avais à l'esprit que rester aurait pu être mal interprété par la population, à un moment où il fallait peut-être fuir. Au moment des faits, on ne savait pas si la situation était sûre. Lorsque l'ordre de s'éloigner à quarante kilomètres a été donné, je me suis aussi basé sur la conscience ferme que j'avais qu'il ne fallait pas induire la population en erreur⁷.

Cet épisode tragique est régulièrement mentionné pour justifier la tendance aujourd'hui très protectrice des entreprises de presse japonaises en matière d'envoi de leurs effectifs sur les terrains dangereux. Cette prudence s'est fait ressentir en 2003 lors de la couverture de la guerre en Irak (MCNEILL 2015) ou encore pour le conflit en Ukraine (ARNAUD 2022), deux cas où les médias d'information japonais, sans être complètement absents, étaient bien moins présents que les reporters des autres grands médias étrangers.

Le deuxième événement mentionné pour justifier le rapatriement des journalistes en mars 2011 est l'accident de criticité survenu au centre de recherche nucléaire de Tōkaimura en 1999. Le

7. Entretien réalisé le 25 avril 2014 avec le chef de rédaction de la chaîne Fuji TV en mars 2011 (d'après le verbatim du SHK).

30 septembre de cette année, une mauvaise manipulation dans le laboratoire provoqua la mort de deux techniciens ainsi que la fuite de substance radioactive dans l'environnement. Un reporter sur le terrain pour couvrir l'accident a évoqué cet épisode lors d'un entretien.

À l'époque, j'étais chargé de couvrir l'événement et j'étais donc sur le terrain. J'ai été un peu irradié. C'est sans doute pour ça que je suis devenu un peu idiot (rire). Bon, je n'ai jamais eu de problème de santé lié à ça, mais j'ai quand même reçu une dose de 4 mSv à l'époque. C'était quatre fois la dose tolérée pour une année, mais en une seule journée. En interne, c'est devenu une affaire assez grave. Le syndicat en a fait un gros sujet. Même si je n'ai pas eu de problème particulier, et bien, sur la radioactivité, l'entreprise a beaucoup réfléchi sur la façon dont on couvre ce genre d'objet, etc. C'est devenu un cas d'école. Un manuel a d'ailleurs été rédigé et c'est toujours la base des règles à respecter en la matière aujourd'hui⁸.

Nous apprenons ici que l'expérience malheureuse de ce reporter a engendré l'identification d'un danger jusqu'à présent peu envisagé. Cet événement a aussi débouché sur la création d'un premier manuel censé préparer les journalistes à l'éventualité d'avoir à couvrir une catastrophe nucléaire. Cette prise de conscience va toucher la plupart des médias du pays qui vont éditer leur propre guide sur les informations relatives au nucléaire, révélant au passage que la question ne s'était pas véritablement posée auparavant.

L'éruption du mont Unzen et l'accident de criticité de Tōkaimura ont profondément marqué la mémoire collective du monde médiatique japonais. Il est essentiel de rappeler qu'en mars 2011, beaucoup des journalistes qui avaient des positions managériales dans les rédactions avaient eux-mêmes commencé leur carrière dans les années 1990 et ont donc directement vécu ces différents épisodes. Shimizu Yoshihiko, le directeur de la rédaction de la NHK en mars 2011, était lui aussi sur le terrain lors de l'accident de Tōkaimura en 1999. Si bien d'autres paramètres ont contribué aux décisions de retrait des reporters au cours des premières semaines de la catastrophe du 11 mars 2011, ces expériences du passé ont sans conteste joué un rôle dans l'attitude protectrice des managers des médias.

8. Entretien réalisé le 28 novembre 2014 avec un reporter travaillant pour la presse nationale.

AVOIR ÉTÉ OU PAS SUR LE TERRAIN : UN ENJEU DE CARRIÈRE

Les décisions de retrait n'ont pas toujours été accueillies favorablement par les reporters sur le terrain. Pour comprendre la tension générée par l'opposition entre obligation organisationnelle et volonté professionnelle, il faut aussi garder à l'esprit l'enjeu de carrière que représente pour les journalistes le fait d'avoir pu ou pas couvrir un événement majeur de ce type.

On m'a dit « on ne peut pas envoyer des femmes sur le terrain. Il peut y avoir des effets physiques ». Il y avait notamment des craintes sur les possibilités d'avoir des enfants plus tard. Donc, au départ, c'était seulement des hommes. Ce sont eux qui ont été envoyés d'abord. Enfin, les journalistes débutants n'étaient pas envoyés non plus. Il fallait au moins trois années d'expérience. Moi, j'étais dans ma troisième année. C'est pour ça que finalement, la hiérarchie m'a laissé partir là-bas, mais dix jours après tout le monde. Ensuite, l'entreprise a mis en place un système de vœux [d'affectation]. Le but était de laisser partir là-bas ceux qui le désiraient vraiment. Évidemment, il y avait des risques. Mais je pense qu'il n'y avait personne pour décliner l'offre. Pour un journaliste, c'est évidemment une expérience unique, mais ça n'est pas seulement ça. C'est comme si l'on était obligé de couvrir un tel événement. Un genre de mission. Je pense que beaucoup ont senti les choses comme moi⁹.

Si les opportunités de couvrir un événement majeur relèvent en partie du hasard, d'autres paramètres doivent être pris en compte, comme l'illustre l'expérience de cette reporter. Ici, sa position de femme lui a dans un premier temps fermé l'accès au terrain. Cette décision, loin d'être anecdotique, implique des conséquences sur le plan individuel. En raison de la reconnaissance professionnelle qu'elles procurent, les expériences de travail exceptionnelles s'avèrent décisives pour l'accession par la suite à certaines postes. Des recherches précédentes sur le monde journalistique japonais nous avaient déjà permis de voir comment la couverture de la catastrophe du 11 mars a pu jouer le rôle de tremplin de carrière pour certains reporters très actifs pendant cette période (CASTELLVI 2017 : 55-77). Se crée alors un écart entre ceux qui ont accédé au terrain et pu publier des articles, et ceux qui n'ont pas pu bénéficier de ce type d'opportunité. L'enquêtée

9. Entretien réalisé le 26 décembre 2018 avec une reporter travaillant pour le service *Société* d'un quotidien national.

citée plus haut a finalement pu obtenir l'accès espéré. Toutefois, il est probable que toutes les demandes n'ont pas été accueillies favorablement. On voit ainsi comment des décisions managériales peuvent engendrer sur le plus long terme des formes d'inégalité dans les parcours.

Alors que pour les entreprises, la protection des salariés constitue une obligation, du point de vue des journalistes, la mission d'information et l'attrait pour un événement exceptionnel demeurent une forme de réflexe professionnel. Ces deux logiques sont parfois entrées en conflit.

Sur le moment, je ne me rendais pas compte, mais la situation était vraiment dure à gérer. Dans un cas comme ça, le réflexe d'un journaliste, c'est de foncer sur le terrain. La majorité d'entre eux est comme ça. Même si vous essayez de les arrêter, on me répétait «laisse-moi y aller, laisse-moi y aller». C'était vraiment difficile à tenir parce que je comprenais très bien ce qu'ils ressentaient. Mais bon, j'essayais d'argumenter en disant «en tant que responsable, je ne peux pas te laisser faire», «c'est moi qui dois gérer votre sécurité». Mais évidemment, la plupart voulaient y aller quand même. Du coup, nous avons créé un QG à Fukushima, et on a décidé de procéder à des contrôles quotidiens des doses de radiation reçues pour tout le monde. Un événement comme celui-ci, tout le monde veut y aller, c'est dans notre nature¹⁰.

Le responsable éditorial cité met en avant la pression ressentie par les directions lorsqu'ont été lancés les ordres de rapatriement. Les réactions parmi les journalistes sont allées de la résignation au refus complet de quitter le terrain, en passant par des disputes et de tentatives de négociation. Dans les cas les plus extrêmes, le mécontentement de salariés critiques envers les décisions prises par leur rédaction a pu déboucher sur des départs de reporters salariés, certains devenant par la suite freelances ou décidant de fonder de nouveaux médias (FACKLER 2021).

CONCLUSION

Dans ce travail exploratoire, nous avons pu identifier plusieurs éléments qui permettent de mieux comprendre la controverse relative au retrait d'une partie des grands médias japonais au cours des semaines qui ont suivi l'accident dans la centrale

10. Entretien réalisé le 30 juillet 2014 avec le responsable éditorial en chef de la chaîne TBS en mars 2011 (d'après le verbatim du SHK).

de Fukushima. Retenons tout d'abord que ces réactions sont loin d'avoir été uniformes. Certaines entreprises ayant fait le choix de laisser leurs reporters décider s'ils souhaitaient se retirer ou non de la zone la plus proche du site accidenté. Ensuite, nous avons vu que les principaux responsables de médias interrogés faisaient très souvent référence à deux événements majeurs remontant aux années 1990 tels que l'éruption du mont Unzen ou l'accident de criticité de Tōkaimura pour justifier leur décision. Ces expériences nous paraissent d'autant plus déterminantes que les managers aux positions de direction en mars 2011 ont généralement commencé leur carrière à cette époque. Enfin, un regard sur l'impact de la couverture du 11 mars sur le plan des parcours individuels nous a permis de comprendre comment la situation était à la fois un enjeu de carrière et un sujet de tension entre les journalistes et leur hiérarchie. Dans la suite de notre réflexion, c'est notamment sur le cas bien particulier de «dissidents de médias» que nous souhaitons concentrer nos investigations.

BIBLIOGRAPHIE

ARNAUD, Régis. «Le Japon bride ses reporters de guerre». *Le Figaro*, 25 avril 2022.

CASTELLI, César. «Le travail de couverture des faits divers dans les médias d'information au Japon : regard sur la légitimité en déclin d'une spécialité journalistique». *Cipango*, n° 26, 2022 (à paraître).

—. «Signer pour survivre : la signature du journaliste au cœur des transformations de la presse japonaise», *Terrains & travaux*, n° 30, 2017 : 55-77.

FACKLER, Martin. «Media Coverage of Fukushima, Ten Years Later», *The Asia-Pacific Journal : Japan Focus*, vol. 19-17, n° 3, 2021.

—. «*Hontō no koto*» *wo tsutaenai nihon no shinbun - Credibility lost : the crisis in Japanese newspaper journalism after Fukushima*. Tokyo, Futabasha, 2012.

HATANAKA, Tetsuo. *Jānarizumu no dōtokuteki jirenma* [Les questionnements éthiques du journalisme]. Tokyo, Keisō Shobō, 2018.

HAYASHI, Kaori. «Shinsai hōdō kara miru media no kadai» [La question des médias sous le prisme de la communication des désastres]. *Shinbun Kenkyū*, 804, 2018 : 60-63.

KINGSTON, Jeff (éd.). *Press Freedom in Contemporary Japan*. Londres, Routledge, 2017

LE CAM, Florence et RUELLAN, Denis. *Émotions de journalistes : sel et sens du métier*. Fontaine, Presses Universitaires de Grenoble, 2017.

MCNEILL, David. «False Dawn : The Decline of Watchdog Journalism in Japan». *The Asia-Pacific Journal*, 2015, 2015 : 14-20.

—. «Japan's contemporary media», In *Critical Issues in Contemporary Japan*, sous la direction de Jeff Kingston. Londres, Routledge, 2014 : 59-71.

MEISSNER, Florian. “The Fukushima Disaster and the ‘Clash of Risk Cultures’: Japanese and German Journalists’ Perceptions of a Nuclear Crisis”. *Global Media Journal*, vol. 9, n° 2, 2019.

RUELLAN Denis. «Reportères de guerre», *Travail, genre et sociétés*, 36, 2016 : 61-78.

ZELIZER Barbie, “On ‘Having Been There’: ‘Eyewitnessing’ as a Journalistic Key Word”, *Critical Studies in Media Communication*, 24-5, 2007 : 408-428.